Solidaires Finances Bas-Rhin-CDAS du 1er juillet 2022
Déclaration liminaire

Nous nous réunissons aujourd'hui pour un CDAS où la réforme de l'action sociale est à l'ordre du jour. C'est l'occasion pour nous de pointer un bilan peu reluisant sur l'état de l'Action sociale et du dialogue social au ministère.

Création d'une véritable usine à gaz avec la mise en place d'une fédération faîtière pour la gouvernance des opérateurs - forte diminution des budgets - destruction du réseau de proximité des délégations - vente des résidences EPAF - déclin programmé des activités de vacances-loisirs - abandon des personnels basculés dans l'interministérialité - recours systématisé à des consultants extérieurs au détriment des compétences internes et des deniers de l'Action sociale… la liste est déjà longue et pourtant elle reste incomplète.

Pas de surprise, là où le Secrétariat général voit modernisation et sauvegarde de l'Action sociale ministérielle, Solidaires Finances répond affaiblissement (jusqu'à la destruction?) de celle-ci.

Pour Solidaires Finances, l'action sociale est au coeur des besoins des agents de l'Etat, titulaires ou non, en activité ou à la retraite.

Elle doit répondre aux besoins sociaux en termes de logement, de restauration, de petite enfance, de loisirs et apporter une solution aux difficultés de toutes celles et ceux confrontés aux accidents et aléas de la vie.

Elle doit être porteuse de valeurs de solidarité, de partage, d'aide aux plus démunis et contribuer à améliorer les conditions de vie quotidienne des agents.

Ce n'est évidemment pas le choix de l'administration qui n'a de cesse depuis plusieurs années de la déstructurer, de la démanteler, pour mieux l'affaiblir. Ce que nous ne cessons de dénoncer et de combattre, ce que nous continuerons de faire pour et dans l'intérêt du plus grand nombre.

Le SG se félicite de la mise en vente des résidences EPAF. Un plus soi-disant pour les résidences restantes. En attendant, plus aucune garantie que ces ventes des résidences soient soumises à obligation de reprise par un promoteur de tourisme social. Et des tarifs

pour les résidences conservées qui sont annoncées à la hausse. Nous en voulons pour exemple, une résidence partenaire qui annonce aux futurs vacanciers- contrairement à ce qui est annoncé dans la brochure- qu'il n'y aura ni club pour enfants ou ados, ceci dans un premier mail, et dans un second que le restaurant sur place sera fermé ! Ne reste que la possibilité d'annuler, de maintenir le séjour ou de chercher ailleurs. Bien sûr, il n'y a plus de place ailleurs !! Voilà où en sont les séjours dans les résidences EPAF et autres.

Le SG présente également la restauration comme un chantier prioritaire. Mais qui a déjà reporté à deux reprises le GT qui doit y être consacré ?…

Solidaires Finances Publiques est souvent accusé de faire de la science-fiction ou à tout le moins du catastrophisme ! Malheureusement, nos alertes qui restent lettre morte n'en sont pas.

Pour exemple, notre déléguée se retrouve seule depuis un long moment, sans espoir de voir une personne nommée pour la seconder ; et nous ne sommes pas convaincus qu'un échelon régional renforcera le service rendu.

Les représentants Solidaires Finances restent attentifs aux choix qui sont faits en matière d'action sociale et cette réforme en cours est loin de nous satisfaire. Nous le rappelons encore et toujours : **l'action sociale n'est pas un luxe, elle est une nécessité !**